

Transcription de l'interview de Jacques Delors (Paris, 3 avril 2013)

Légende: Transcription de l'interview de Jacques Delors, député français au Parlement européen, président de la commission économique et monétaire de 1979 à 1981, ministre de l'Économie et des Finances de 1981 à 1984 et président de la Commission des Communautés européennes de 1985 à 1995, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 3 avril 2013 à Paris. Conduit par Renaud Dehousse, professeur des universités et titulaire de la chaire Jean Monnet de droit communautaire et d'études politiques européennes à Sciences Po (Paris), directeur du Centre d'études européennes, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: son action à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne (1979-1983), son travail au sein du comité Delors (1988-1989) et lors des négociations du traité de Maastricht et sa présidence du think tank Notre Europe (2005-2010).

Source: Interview de Jacques Delors / JACQUES DELORS, Renaud Dehousse, prise de vue: Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 03.04.2013. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:19:20, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_jacques_delors_paris_3_avril_2013-fr-20723b1d-2179-48ff-aeca-b884cd84bc5c.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Jacques Delors (Paris, 3 avril 2013)

Table des matières

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne.....	1
II. Tommaso Padoa-Schioppa et son travail au sein du comité Delors.....	2
III. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa lors des négociations du traité de Maastricht.....	3
IV. Tommaso Padoa-Schioppa à la tête du think tank Notre Europe.....	4

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne

[Renaud Dehousse] Bien, Monsieur le Président, merci de nous accueillir à Notre Europe. Nous sommes ici pour évoquer le parcours de Tommaso Padoa-Schioppa que vous avez bien connu et je voudrais commencer par vous demander de nous rappeler les circonstances dans lesquelles est intervenue votre première rencontre.

[Jacques Delors] Cela remonte à 1979. J'avais été élu député au Parlement européen et ensuite élu président de la commission économique et monétaire à l'époque où Tommaso Padoa-Schioppa était directeur général des Affaires économiques et financières à la Commission. Par conséquent, dès le début, il s'est enquis de ce qui allait se passer à ce Parlement, le premier élu au suffrage universel et il se trouvait que l'ambiance générale de la commission Jenkins était très attentive aux travaux du Parlement, qu'il s'agisse de Davignon, d'Ortoli, de Natali et du président Jenkins lui-même, et par conséquent, j'ai débuté dans de très bonnes conditions, parrainé en quelque sorte par la Commission, pas seulement moi, mais d'autres députés aussi et j'ai pu apprécier à cette occasion l'immense culture et l'engagement profond de Tommaso Padoa-Schioppa, sa disponibilité aussi. Donc nous avons des réunions régulières, il suivait les travaux de la commission économique et monétaire, et même si j'avais travaillé à la Banque de France, c'était pour moi un nouvel apprentissage que de me plonger dans les travaux de l'époque. Il faut dire que cette commission économique et monétaire consacrait beaucoup de temps au marché intérieur puisque c'était quand même le plat de résistance à l'époque. Donc nous avons eu des conversations régulières, puis ensuite j'ai été nommé ministre de l'Économie et des Finances, la période était difficile et là encore, j'ai bénéficié des soins attentifs de la Commission, notamment de François-Xavier Ortoli et de Tommaso Padoa-Schioppa pour aboutir au tournant, comme on l'a appelé, de 1983. J'étais parfois un peu seul et ces concours-là étaient pour moi absolument précieux. Et par conséquent, nous avons continué à avoir des relations amicales, et lorsque j'ai été nommé président de la Commission, nous nous sommes vus à l'été 84, avant que je ne prenne mes fonctions, avec lui pour parler de l'avenir et donc il était devenu un ami et pour moi une référence, parce que Tommaso Padoa-Schioppa était non seulement un disciple de Spinelli, combinant fédéralisme engagé et pragmatisme, et d'autre part, il était un philosophe de la démocratie comme le montraient notamment ses réflexions sur *demos* et *cratos*. Donc c'était très enrichissant pour moi et donc j'ai continué à faire appel à lui, alors qu'il n'était plus directeur général à la Commission, mais directeur général à la Banque d'Italie. Quand j'ai proposé la relance de l'économie européenne par l'objectif 92, la réalisation d'un grand marché, j'ai pensé à lui pour m'aider et c'est ainsi que je lui ai confié la direction d'un groupe de travail qui allait sortir un rapport «Efficacité, stabilité, équité», qui a beaucoup compté pour nous pour essayer de donner à une substance théorique un suivi de la pensée économique et pas simplement l'opportunisme ou la stratégie politique, et ce rapport a donc exercé une influence à l'époque et nous a permis de progresser.

[Renaud Dehousse] C'est déjà dans ce rapport-là, si mes souvenirs sont bons, que l'on trouve une réflexion essentielle sur le danger qu'il pourrait y avoir à, disons, organiser la libre circulation des capitaux dans un système de fixation des parités monétaires, mais sans convergence des politiques macro-économiques...

[Jacques Delors] C'est cela.

[Renaud Dehousse] ...qui est un problème auquel nous sommes toujours confrontés d'une certaine façon.

[Jacques Delors] Voilà. Il y avait deux éléments de base dans ce rapport. D'une part, une réflexion sur ce qu'est un marché unique et dans quelles conditions il peut bien fonctionner, et dans ces conditions, il y a quand même une convergence des politiques macro-économiques et il y a la réflexion sur le facteur de redistribution – redistribution par les forces de marché, mais aussi redistribution par l'autorité de monitoring – et donc quand il parlait de redistribution, il pensait au budget européen. Ça c'est, je crois, le premier élément qui nous a été très utile pour concevoir le pilier de la cohésion économique et sociale et le faire accepter. Mais tout ça avait un fondement théorique. Et d'autre part, il avait déjà en tête dans ce rapport qu'un grand marché pourrait fonctionner mieux avec une monnaie unique. Et c'est ainsi que, grâce à cela, j'ai pu mettre un peu des petits cailloux blancs, comme le Petit Poucet, dans le traité de l'Acte unique, où il est question de la monnaie, ce qui n'a pas été facile puisque le Premier ministre britannique, madame Thatcher, y était opposé, et monsieur Kohl, le chancelier allemand, se demandait si on ne mettait pas la charrue avant les bœufs. Mais toujours est-il que je tenais beaucoup, compte tenu des succès du système monétaire européen, à inscrire cette capacité monétaire. Tout cela est inspiré par les travaux théoriques de ce groupe dirigé par Padoa-Schioppa.

II. Tommaso Padoa-Schioppa et son travail au sein du comité Delors

[Renaud Dehousse] Quelques années plus tard, vous allez à nouveau faire appel à lui dans le cadre de ce qu'on va appeler le comité Delors, c'est-à-dire le comité que le Conseil européen a chargé de réfléchir, dira-t-on publiquement, à la coopération monétaire dans le cadre européen. Alors pouvez-vous nous dire quelles ont été les considérations qui vous ont poussé à nouveau à faire appel à lui?

[Jacques Delors] C'est parce que la création de ce comité était dans le droit fil de nos travaux en commun. Lui-même s'était projeté dans cet horizon nouveau qu'était la monnaie unique, et puis la création de ce comité sentait la poudre, puisque même au Conseil de Hanovre, lorsqu'il a été décidé, madame Thatcher a dit: «Si ce n'est qu'un comité d'études, allons-y!» Mais il y avait de fortes réticences en Allemagne, notamment de la part de la Bundesbank. Et par conséquent, comme le président de la Bundesbank était au comité, il fallait trouver les bases d'un compromis de travail. Et donc, moi j'avais proposé Tommaso Padoa-Schioppa, mais j'ai compris que si on y ajoutait un Allemand qui avait la confiance de Pöhl, le président de la Banque centrale, ça irait mieux. Donc il y avait un couple de deux rapporteurs, ce qui fut bien utile car, par moments, la discussion fut assez tempétueuse.

[Renaud Dehousse] J'imagine que dans ce contexte, sa fonction de banquier central devait peser d'un certain poids, le fait qu'il ait justement une expérience quotidienne de ce milieu.

[Jacques Delors] Oui. Il y avait un grand problème de présidence de ce groupe. Il fallait d'abord laisser s'exprimer les opinions des gouverneurs, plus trois personnalités qualifiées. C'est moi qui avais insisté auprès des chefs de gouvernement, et notamment de monsieur Kohl puisqu'il présidait à ce moment-là la Communauté européenne, j'avais insisté pour que ce soit les gouverneurs de banques centrales et non les ministres des Finances. J'avais une bonne expérience des deux, puisque j'allais à Bâle chaque mois à la rencontre de la Banque des règlements internationaux, je voyais tous les

gouverneurs. Et donc le fait d'avoir les gouverneurs a donné à notre discussion un aspect beaucoup plus technique, mais en même temps, il y avait des opinions différentes, il y avait ceux qui étaient pour une simple monnaie commune ou la création d'un fonds monétaire européen, notamment Larosière au début, ce qui était quand même utile, et puis il y avait de l'autre côté le Danois et l'Allemand qui multipliaient les objections. Donc il a fallu du temps, et là la diplomatie aimable de Padoa Schioppa a joué son rôle, mais il faut dire que Gunther Baer a joué aussi son rôle et que, par conséquent, nous sommes arrivés à un rapport unanime. L'ambiance était tellement changée qu'ils ont demandé à boire le champagne à cette occasion. Mais le démarrage avait été très difficile et on ne soulignera jamais assez combien à la fois les compétences théoriques de Tommaso Padoa-Schioppa et aussi son sens du dialogue ont joué un rôle important.

III. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa lors des négociations du traité de Maastricht

[Renaud Dehousse] Alors je passe à la phase qui va suivre immédiatement, qui est celle des préparatifs de l'Union économique et monétaire, et notamment la négociation du traité de Maastricht; c'est une phase dans laquelle Tommaso Padoa-Schioppa est intimement impliqué à nouveau dans l'équipe italienne, au sein de laquelle notamment il retrouve Mario Draghi qui est maintenant directeur de la Banque centrale européenne. Avez-vous... pouvez-vous nous dire un petit peu plus sur ce qu'a pu être le rôle qu'il a joué dans la position italienne sur le traité de Maastricht?

[Jacques Delors] La préparation du traité de Maastricht, qui est arrivé là pour les raisons qui seraient trop longues de rappeler, mais enfin qui venait après la chute du mur de Berlin, après une période difficile où les Allemands ont convaincu leurs partenaires que tout cela était éminemment souhaitable non seulement sur le plan mégapolitique mais également sur le plan de l'Europe, et donc il y a eu entre-temps la tragédie yougoslave où les positions, par exemple, française et allemande étaient très opposées en raison d'une sensibilité historique différente. Bref, Maastricht apparaissait à tous les partenaires comme un moyen de sortir de nos hésitations, de nos petites querelles ou de nos grandes querelles, et donc Maastricht était le but et dans Maastricht, il y avait deux aspects bien différents, d'une part la monnaie unique et d'autre part les questions de politique étrangère dont on sait qu'elles ont donné lieu à un texte que je trouve vraiment presque ridicule et qui n'a rien donné, bien sûr, et donc on en revient à la monnaie unique, et là il y avait une conviction qu'il fallait la faire. Maastricht, cela a commencé par des discussions entre les leaders, mais on n'arrivait pas à conclure et c'est là où Andreotti a dit: «Il faut proposer une date ultime pour le faire: 1^{er} janvier 1999» et cette idée lui avait été soufflée dans l'avion par Tommaso Padoa-Schioppa qui, comme vous l'avez dit, faisait partie de l'équipe italienne.

[Renaud Dehousse] Et on retrouve là le souci d'un certain nombre de responsables italiens tout au long de cette période qui était de rendre inéluctable le passage à la monnaie unique qui était tracé, en quelque sorte, par le rapport du comité Delors.

[Jacques Delors] C'est ça, mais le président Andreotti avait présidé la Communauté européenne en 1990 à l'un des semestres, et il l'avait fait avec beaucoup de maestria, puisqu'à ce moment-là, évidemment, l'hostilité de la Grande-Bretagne, les réserves du Danemark et d'autres pays montaient en force, et il avait malgré ça obtenu que des marches soient montées pour aboutir précisément à une conclusion à Maastricht. Mais il restait à trouver, faute d'aller plus loin, une date irréversible et c'est Andreotti qui l'a proposée sur la suggestion de Tommaso.

[Renaud Dehousse] Où l'on retrouve justement la convergence dont vous parliez entre l'idéal fédéraliste d'un côté et le grand pragmatisme dont il faut faire preuve dans ce genre de négociations. Dans les années qui suivent, Tommaso Padoa Schioppa deviendra membre du directoire de la Banque centrale européenne. Est-ce que vous êtes resté en contact avec lui?

[Jacques Delors] Oui, oui, avec lui... pendant cette période, un peu plus... je n'étais plus président de la Commission, mais enfin, nous avons l'occasion de nous rencontrer. Il m'expliquait les problèmes que posaient le lancement puis le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

IV. Tommaso Padoa-Schioppa à la tête du think tank Notre Europe

[Renaud Dehousse] Nous nous trouvons ici dans les locaux de l'association Notre Europe que vous avez fondée, dont il a, un moment, assuré la présidence. Est-ce que vous pouvez nous expliquer les raisons qui ont fait qu'il lui a été demandé d'exercer ce rôle militant une fois encore?

[Jacques Delors] C'est-à-dire... j'avais abandonné ce poste fin 2004, je présidais le Centre d'études pour les revenus et la cohésion sociale, donc je pensais qu'il fallait passer la main à Pascal Lamy d'abord, puis celui-ci ayant été nommé directeur de l'OMC, c'est à l'unanimité que l'on a demandé à Tommaso Padoa-Schioppa, qui en même temps était ministre des Finances, d'occuper ce rôle. Il l'a accepté courageusement alors que nous suivions avec passion son travail en Italie qui n'était pas facile et où il essayait de concilier la marche vers une rigueur notamment budgétaire avec les difficultés de la gestion d'une coalition qui était très difficile à gérer. Et le Premier ministre – «président du Conseil» on dit en Italie – monsieur Romano Prodi passait ses dimanches à téléphoner à tel ou tel chef d'un groupuscule pour faire maintenir la cohésion. Et donc tout cela retombait sur celui qui gérait les comptes bien sûr. Donc c'était un travail très difficile; j'ai été le voir, il était toujours serein, soutenu d'ailleurs par des gens, des personnalités comme Ciampi qui avait été à la fois gouverneur de la Banque centrale et président du Conseil, et c'est à l'unanimité que le conseil de Notre Europe lui a demandé de faire ce travail. Et on peut dire que grâce à lui, Notre Europe a franchi une nouvelle étape. Une nouvelle étape, d'une part par son influence, je dirais, presque spirituelle et pas simplement intellectuelle et deuxièmement son combat lucide pour faire avancer les choses en se basant à la fois sur le philosophe des institutions qu'il était et de la démocratie et d'autre part sa profonde connaissance des problèmes monétaires, et en même temps qu'il faisait cela, après qu'il eut quitté le ministère des Finances, il était très demandé à l'étranger. Il a été un moment d'ailleurs président du comité directeur du Fonds monétaire qui flanque des institutions du FMI; bref, il avait un grand rayonnement international mais on peut dire que l'équipe de Notre Europe a été transcendée – le mot n'est pas trop fort – par sa présence lumineuse, sa disponibilité et la fermeté de ses convictions. Et chez lui, il y avait toujours ce combat entre sa fidélité au fédéralisme spinellien et de l'autre côté la nécessité d'avancer.

[Renaud Dehousse] On retrouve aussi là sa conviction en la nécessité d'une action en réseaux en quelque sorte qui réunisse les personnes qui, à différents niveaux dans différents pays, partagent les mêmes convictions.

[Jacques Delors] Oui. C'est tout à fait juste et aussi, il gardait des liens avec les autorités européennes, que ce soit la Commission ou le Parlement. Par conséquent, il était admirablement placé et il le faisait à la fois tranquillement... on ne voyait jamais Tommaso affolé, pris par les échéances, il était toujours d'une très grande sérénité et je crois que ceci, je le répète, a profondément bouleversé l'équipe de Notre Europe et le conseil d'administration aussi.

[Renaud Dehousse] Bien, je vous remercie pour ce témoignage et pour votre disponibilité.

[Jacques Delors] Je vous en prie. J'ai été très heureux de contribuer à cet effort de mémoire.

[Renaud Dehousse] Merci.